

Sauver la recherche pour sauver l'histoire

OPINION

«Il faut sauver les chercheurs. Sauver la recherche pour sauver l'Histoire.» C'est à l'anthropologue franco-iranienne Fariba Adelkhah que l'on doit ces paroles fortes, dans une lettre adressée à Ebrahim Raïssi, alors chef du pouvoir judiciaire, aujourd'hui président de la République islamique d'Iran. Fariba Adelkhah, directrice de recherche au Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris et docteur honoris causa de l'Université de Genève, est prisonnière scientifique en Iran depuis le 5 juin 2019. Prisonnière scientifique plutôt que politique car elle a été arrêtée, puis condamnée à 5 années d'emprisonnement à l'issue d'une parodie de procès, non pas parce qu'elle aurait exercé des activités politiques en Iran, mais bel et bien parce qu'elle y exerçait son métier de chercheuse, en toute indépendance.

Le sort de Fariba Adelkhah est emblématique d'une dynamique globale de remise en cause des libertés académiques, qui va de limites imposées à l'exercice d'une pensée libre et indépendante dans les universités à des menaces et des attaques ciblées contre des chercheur.euse.s, en passant par une politique de sous ou de désinvestissement massif destinée à affaiblir les institutions concernées et à en réduire l'autonomie. Réuni.e.s récemment pour débattre de ces questions à partir de différents terrains d'enquête lors d'une table ronde à l'Université de Genève, nous souhaitons souligner à quel point ces dynamiques sont délétères, non seulement pour le monde académique,

mais pour l'exercice des libertés démocratiques au sens large.

«Sauver la recherche», c'est se donner les moyens d'analyser la complexité du monde social afin de mettre en lumière et combattre les simplifications et les instrumentalisation de l'Histoire. La formation des Etats a toujours reposé sur la capacité des groupes sociaux qui en portent le projet à faire accepter leur propre «grand récit de la Nation» comme source de légitimité. Dans le contexte actuel de montée en puissance des autoritarismes, la recherche académique est au cœur d'une bataille qui vise à faire taire tous les récits alternatifs pouvant remettre en cause la «justesse» du Récit dominant. De ce point de vue, le cas russe est emblématique. Dès son arrivée au pouvoir en 2000, Vladimir Poutine a souhaité définir les lignes directrices du discours historique, notamment par le culte grandissant de la «Grande Guerre patriotique», la création en 2009 d'une Commission de lutte contre les tentatives «de falsification de faits et d'événements historiques réalisée dans le but de porter atteinte aux intérêts de la Russie», ou encore la parution dès 2016 de nouveaux manuels d'histoire répondant aux recommandations d'une très officielle Commission historique russe. Aujourd'hui – en réalité depuis l'annexion de la Crimée en 2014 –, l'instrumentalisation de l'Histoire est devenue massive et elle sert à justifier l'invasion de l'Ukraine.

«Sauver la recherche», c'est prendre la défense des institutions acadé-

COLLECTIF*

La remise en cause des libertés académiques est délétère pour l'exercice des libertés démocratiques au sens large

miques comme espaces de prise de parole et de dialogue, où peut et doit se forger au quotidien une culture du débat essentielle à l'exercice de la démocratie. Ce n'est bien sûr pas un hasard si les universités et autres lieux de production et d'échange des savoirs sont souvent la caisse de résonance de mouvements de révolte sociale. Et ce n'est pas un hasard non plus si elles endurent de ce fait les foudres des régimes autoritaires. La répression qui subissent universitaires, intellectuel.le.s et étudiant.e.s en Turquie depuis 2016 vient, tout comme la violence extrême exercée à l'encontre des jeunes élèves et étudiant.e.s iraniens en révolte depuis la mort de Mahsa Amini contre le régime à Téhéran, rappeler l'actualité brûlante de cette question.

La défense des institutions académiques est d'autant plus importante que, en parallèle, les politiques de néo-libéralisation et le dévelop-

ment de mesures sécuritaires en leur sein ont des impacts économiques très directs, accentuant la précarisation des carrières et renforçant hiérarchies et polarisations au sein des communautés universitaires.

«Sauver la recherche», c'est donner les moyens à des chercheur.euse.s de s'immerger dans des terrains, parfois difficiles, voire réputés dangereux, mais dont seule une fréquentation régulière et approfondie permet de comprendre et de rendre compte de la complexité. Si l'accès au terrain devient de plus en plus problématique pour des chercheur.euse.s étranger.ère.s, il faut souligner que c'est avant tout sur place, pour les universitaires des pays concernés, que la question sécuritaire est prégnante et que la répression peut devenir une préoccupation quotidienne.

Face à ce constat, l'existence de réseaux internationaux de soutien aux universitaires menacés dans l'exercice de leur métier, tel que Scholars at Risk, est essentielle, comme l'est le soutien à la diffusion de leurs travaux, que ce soit dans des revues académiques ou à l'intention d'un large public. Mais il est fondamental de poursuivre la coordination de telles initiatives et de mobiliser davantage de ressources, tout en évitant toute hiérarchisation entre différentes formes et cibles de répression. De plus, s'il importe de défendre les droits des enquêteur.rice.s, il faut aussi prendre soin de ceux des enquêté.e.s, dont la libre expression est essentielle pour la recherche. Si la pertinence de collaborations avec des institutions

universitaires peut et doit être questionnée lorsque leurs autorités cautionnent des politiques portant atteinte aux libertés académiques, au niveau individuel, il est essentiel de ne pas isoler encore plus les universitaires qui subissent ces politiques et, lorsqu'ils ou elles fuient leur pays, de valoriser tous les gestes de solidarité qui se jouent au quotidien.

Il serait tentant de considérer que la défense des libertés académiques ne concerne que les régimes autoritaires et les situations de crise politique et militaire aiguë, tant il est vrai que, de la Russie au Sahel, en passant par la Turquie, l'Égypte, ou encore la Chine, les exemples de limites imposées aux libertés académiques, d'exils forcés, d'emprisonnements ou d'assassinats sont malheureusement trop fréquents. Mais, bien qu'il n'y ait aucune commune mesure dans la nature, l'amplitude et les effets des menaces qui pèsent ici et là, il n'existe pas de frontière hermétique entre régimes autoritaires et démocraties. C'est pourquoi la défense des libertés académiques fait écho à la défense des libertés démocratiques et doit demeurer une préoccupation qui transcende toutes les frontières, symboliques, politiques et nationales. ■

*Les signataires de cette tribune et participants de la table ronde à l'Université de Genève, le 6 octobre: **Korine Amacher**, Université de Genève; **Çağla Aykaç**, Université de Genève et HEAD; **Mounia Bennani-Chraïbi**, Université de Lausanne; **Roland Marchal**, CERI-Sciences Po, Paris; **Didier Péclard**, Université de Genève.

Oublions-nous les fondements chrétiens de la société?

OPINION



OLIVIER MEUWLY
HISTORIEN

La religion a toujours été considérée comme le garde-fou moral du pouvoir, même en Suisse

Les fondements chrétiens de nos sociétés occidentales font à nouveau l'objet de discussions, dans le monde politique, dans les médias... Leur simple évocation était considérée presque comme offensante depuis les années 70 du XXe siècle, qui avaient consacré la liberté totale de l'individu, enfin émancipé de toute forme de tutelle. Dans leur sillage, la nécessité de trouver un nouveau mode de cohabitation avec les autres cultures au nom de la tolérance multiculturelle avait contribué au discrédit d'un christianisme irrémédiablement associé à la colonisation.

Les libéraux ne s'en offusquèrent guère. Fidèles à Benjamin Constant, ils y voyaient l'aboutissement du repli du religieux dans la sphère privée. La société était vouée au progrès et, comme le suggérait Condorcet, au perfectionnement constant de l'individu, par sa propre volonté. La société ne pouvait être que laïque, les liens entre Etat et religion n'étant admis que dans certains cas, par gain de paix.

Les partisans de la laïcité intégrale, qu'ils soient libéraux ou socialistes, n'avaient d'yeux que pour les Lumières, qui renvoyaient le religieux à un obscurantisme forcément délétère. L'anticléricalisme devait être la règle. Le christianisme ne cessait de perdre du poids dans l'organisation sociale, tentant de préserver sa position soit dans un libéralisme sociétal éperdu, chez certains protestants, soit dans un refus obstiné de la modernité chez les catholiques «papistes» ou les protestants «ultras».

Puis le religieux s'est invité à la table de l'actualité politique au début du XXIe siècle, par un chemin inattendu: l'avènement de l'intégrisme islamiste avec les attentats du 11 septembre 2001. Pour les adversaires de l'islamisme, il était temps de réaffirmer les fondements chrétiens de l'Occident, donnant foi à la théorie du choc des civilisations proposée par Samuel Huntington. Pour une partie de la gauche, en revanche, l'islamisme n'était que le nouveau visage de la

révolte des dominés. Les laïcards, même de gauche, restèrent totalement désorientés.

Que penser dès lors de cette question des apports présumés du christianisme, dans toutes ses déclinaisons, à notre société actuelle? Est-il possible de l'aborder au-delà de son instrumentalisation idéologique, tant de la part de ses avocats les plus bruyants, pour le vénérer, que de la part de ses contradicteurs, qui argumentent de son impact prétendument néfaste sur toute société dite «démocratique»?

Deux auteurs contemporains nous permettent de reprendre la réflexion: le Français Philippe Nemo et l'Anglais Tom Holland.

La société occidentale, on le sait, se veut démocratique, libérale, respectueuse de la propriété privée et de la séparation des pouvoirs, mais aussi sociale, par l'égalité foncière qui unit les humains entre eux. Mais ces principes, si structurants, n'ont-ils pas été inventés par le christianisme? Pour Nemo, le libéralisme n'est que l'aboutissement du texte biblique qui proclame la liberté de l'humain doté du droit de s'oppo-

ser à son Créateur: «Rendons donc à César ce qui appartient à César... Un principe qui distingue définitivement le christianisme de l'islam. Toutes les libertés ne sont que la conséquence de la liberté première qu'auto-rise Dieu à l'individu. Seul le Dieu chrétien permet ainsi aux humains de s'émanciper de lui, nourrissant par là même la critique envers toute autorité, y compris la sienne, principe cardinal de la démocratie.

Holland, dans son récent ouvrage *Les Chrétiens. Comment ils ont changé le monde* (Editions Saint-Simon, 2021), ne dit pas autre chose. La dimension providentielle, attachée depuis trois quarts de siècle au moins au traditionnel Etat libéral, n'est-elle pas, elle aussi, le pur produit d'un christianisme qui a toujours affirmé, en dépit des nombreuses erreurs (c'est un euphémisme...) du clergé au fil du temps, que la charité ne pouvait être dépendante du bon vouloir de privilégiés à la conscience sociale développée? Qu'elle ne pouvait au contraire revêtir un sens authentique que dans une conception de la société où la justice serait inséparable de l'aide à son prochain? Et la tolérance elle-même n'est-elle pas un principe chrétien, même si son respect ne fut pas toujours la qualité première de nombreux chrétiens?

La religion a toujours été considérée comme le garde-fou moral du pouvoir, même en Suisse où le pouvoir libéral a longtemps dû s'adosser à la digue chrétienne pour légitimer ses revendications. Oser parler des fondements chrétiens de nos sociétés démocratiques ne signifie pas une adhésion aveugle à une foi ou à une autre. Pratiquants, indifférents, laïcards, anticléricals, athées, adhérents à d'autres confessions ont tous leur place dans une société démocratique. Mais comprendre cette dernière, et la défendre au besoin comme cela doit être le cas aujourd'hui, sera vain si on occulte l'une de ses influences majeures, peut-être même matricielle. ■



VOUS ET NOUS

Arrêtons de nous saucissonner

ZAHİ HADDAD
ECRIVAIN

Quelle humiliation de devoir offrir aux yeux de l'administration helvétique l'état de son compte bancaire lors d'une demande de visa d'entrée en Suisse en faveur d'un membre de sa famille, qui n'appartiendrait pas à la zone euro ou au monde occidental! Pourquoi me demande-t-on cela? Je suis Suisse. Garant de ces personnes. Depuis plus d'un demi-siècle, ma famille contribue au bien-être de notre fantastique mosaïque. Je me suis intégré et même assimilé; je remplis mes devoirs de citoyen. Que dois-je envier à celles et ceux qui se sont installés à Genève depuis un, deux, trois siècles? Leur «occidentalité»? Pourquoi une telle inégalité? Nous sommes tous et toutes des êtres humains, capables de nous sublimer pour Genève et les valeurs qu'elle défend.

Mes récents écrits m'ont donné l'occasion de rencontrer des personnes venues des quatre coins de la planète, éreintées par les vicissitudes de la vie, heureuses de s'abriter et de s'intégrer à Genève. De lui appartenir. Des femmes et des hommes qui ont tout quitté par désespoir, par amour, pour des raisons professionnelles ou encore pour construire un projet que seule Genève pouvait concrétiser de par son multiculturalisme apaisé et son extraordinaire dimension internationale.

Ensemble, nous construisons un avenir commun. Ensemble, nous en cueillerons les fruits. Quelles que soient nos origines, nous avançons ensemble. Alors, quelle est donc cette injustice? Cette aberration? L'égalité, n'est-ce pas ce que la Suisse promet? N'est-ce pas le minimum que nous devrions tous et toutes promettre très concrètement à nos enfants? Anos semblables? N'est-ce pas le sens que nous devrions donner au projet humain? Pourquoi chercher à diviser ce qui ne doit pas l'être? La Suisse est, certes, multiple, mais elle est une!

Arrêtons de diviser, de saucissonner notre société en groupes sociaux, en pensées politiques, en catégories d'âge, de sexes, de professions. En pays d'origine! Au risque de faire échouer notre volonté de vivre ensemble. Catégoriquement, je rejette cette humiliation et appelle nos autorités à réfléchir et à agir en conséquence. ■